



## Article 1

# Paris demande la mise en œuvre rapide de l'accord de pêche post-Brexit

La France demande à la Commission européenne d'agir «fermement» pour «accélérer» la mise en œuvre de l'accord de pêche post-Brexit conclu avec le Royaume-Uni, alors que la grogne monte chez les pêcheurs français.

La ministre de la Mer Annick Girardin et le secrétaire d'État aux Affaires européennes Clément Beaune ont, dans un communiqué commun, rappelé «la nécessité d'une action ferme et déterminée de la Commission européenne pour assurer la pleine application de l'accord».

«Nous agissons dans un esprit de solidarité européenne, de coopération avec le Royaume-Uni, mais l'urgence commande une accélération des efforts collectifs», ont-ils souligné dans un communiqué commun diffusé tard jeudi soir. «La délivrance complète des licences d'accès aux eaux britanniques, le règlement rapide de questions essentielles comme celle des bases avancées doivent être assurés au plus vite», ont-ils ajouté.

Plus d'une centaine de marins-pêcheurs se sont mobilisés dans la nuit de jeudi à vendredi à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), premier port de pêche français, pour protester contre «le mensonge» de l'accord concernant l'accès aux eaux anglaises. Ils se tenaient prêts à bloquer les camions en provenance du Royaume-Uni et transportant du poisson britannique.





«Cette nuit d'action est un coup de semonce et si rien ne se passe au niveau européen, alors nous passerons à la vitesse supérieure», a prévenu le président du Comité régional des pêches, Olivier Leprêtre.

Les pêcheurs dénoncent le retard pris dans l'attribution des licences pour accéder aux eaux britanniques, près de trois mois après l'accord sur la pêche entre Londres et Bruxelles. Dans le cadre de cet accord, le Royaume-Uni doit délivrer des licences de pêche pour la zone des 6-12 miles marins. Selon Olivier Leprêtre, le Royaume-Uni n'a accordé de licence pour accéder aux eaux britanniques qu'à 22 bateaux sur 120.

Lien article :

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/paris-demande-la-mise-en-oeuvre-rapide-de-l-accord-de-peche-post-brexit-20210423>

## Article 2

# Des pêcheurs français bloquent des camions britanniques transportant du poisson débarqué au Royaume-Uni

Les chalutiers français, furieux de la lenteur de la délivrance des permis de pêche dans les eaux britanniques après le Brexit, ont bloqué jeudi des camions transportant du poisson en provenance du Royaume-Uni à leur arrivée à Boulogne-sur-Mer, le plus grand centre européen de transformation des produits de la mer.

L'accord commercial post-Brexit entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne permet aux pêcheurs du bloc de continuer à pêcher en



profondeur dans les eaux britanniques, mais seulement après avoir reçu un permis.

Les permis devaient être délivrés rapidement, mais au lieu de cela, quelque 80% de la flotte française dans les Hauts-de-France attend toujours, ont déclaré les pêcheurs français.

"Nous pensions que ce serait une question de jours. Quatre mois plus tard, nous avons à peine avancé", a déclaré Bruno Margolle, qui dirige la principale coopérative de pêcheurs de Boulogne-sur-Mer.

Quelque 80 pêcheurs ont allumé des fusées éclairantes sur les quais de Boulogne, bloqué deux camions avec une barricade de palettes de bois et de barils, et installé une pancarte sur laquelle on pouvait lire : "Vous voulez garder vos eaux ? ??? OK... Alors, gardez vos poissons ! !!".

Beaucoup des pêcheurs qui luttent pour obtenir un permis n'ont pas pu répondre à la demande britannique de données électroniques montrant qu'ils avaient pêché dans les eaux britanniques au cours des cinq années précédant le référendum de 2016 sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE, a déclaré Bruno Margolle.

La Grande-Bretagne a maintenu une approche fondée sur des preuves pour l'octroi de permis aux navires de l'UE en utilisant les informations fournies par la Commission européenne, a déclaré le ministère britannique de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales (DEFRA).

"(Nous) considérons que cette réaction est injustifiée", a déclaré un porte-parole du DEFRA. Le gouvernement britannique a fait part aux autorités françaises de ses préoccupations concernant la manifestation, a ajouté le porte-parole.



Jeudi soir, le gouvernement français a exhorté la Commission européenne à prendre des "mesures fermes et déterminées" pour que la Grande-Bretagne applique l'accord.

"Nous agissons dans un esprit de solidarité européenne et de coopération avec la Grande-Bretagne, mais l'urgence de la situation nous oblige tous à accélérer nos efforts", ont déclaré le secrétaire d'État chargé des Affaires européennes Clément Beaune et la ministre de la Mer Annick Girardin dans un communiqué.

Environ deux tiers des poissons débarqués au Royaume-Uni sont exportés vers le continent. Dans les premières semaines de l'année, la sortie de la Grande-Bretagne de l'orbite de l'UE a entraîné une rupture chaotique des chaînes d'approvisionnement.

Les pêcheurs du nord de la France disent que leurs moyens de subsistance dépendent de l'accès aux eaux britanniques, où ils pêchent le maquereau, le merlan, le calmar et d'autres espèces.

Bruno Margolle a déclaré que les stocks de poissons français risquaient de s'épuiser si les pêcheurs français ne pouvaient pas accéder aux eaux britanniques. Certains pêcheurs gardent leurs bateaux attachés au port, a-t-il dit.

"Cela ne vaut pas la peine de sortir en mer pour perdre de l'argent", a-t-il déclaré.

Lien article :

<https://www.latribune.fr/depeches/reuters/KBN2CA0G4/des-pecheurs-francais-bloquent-des-camions-britanniques-transportant-du-poisson-debarque-au-royaume-uni.html>

